

PRÉFET DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE

ARRÊTÉ

**portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement**

**Création d'une réserve d'eau pour usage d'irrigation agricole
sur la commune de Saint Avaugourd-des-Landes (85)**

Le préfet de la région Pays de la Loire
Chevalier de la légion d'honneur

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté du ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du préfet de région n°2018/SGAR/DREAL/765 du 30 novembre 2018 portant délégation de signature à madame Annick BONNEVILLE, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°2019-3823 relative au projet de réserve d'eau pour usage d'irrigation agricole sur la commune de Saint Avaugourd-des-Landes, déposée par le Monsieur Victor DOUIN et considérée complète le 6 mars 2019 ;

Considérant que le projet consiste à créer une retenue d'eau au lieu dit « La Monselière » sur la commune de Saint Avaugourd-des-Landes, d'une surface de plan d'eau d'environ 1,7 hectare représentant un besoin de stockage d'un volume de l'ordre de 30 000 m³ d'eau, destinée à l'irrigation agricole et qui nécessite également la mise en place d'un réseau enterré sur environ 950 m ;

Considérant que le projet (plan d'eau et canalisation) n'est pas concerné par un périmètre d'inventaire ou une protection réglementaire au titre du patrimoine naturel ou paysager, la zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) la plus proche étant située à environ 1km à l'ouest du projet et le site Natura 2000 du marais poitevin à environ 8,4 km du projet ;

Considérant qu'une zone humide impactée par le projet est estimée à 5 000 m² à ce stade, qu'elle correspond à l'actuel trou d'eau présent et à ses abords, que la mise en place du réseau enterré

pour l'irrigation ne concerne pas de zone humide et ne nécessite pas d'abattage d'arbre ni d'arrachage de haie autres que deux trouées d'un mètre de large au sein d'espaces de broussailles ;

Considérant que les travaux, d'une durée estimée à ce stade entre 2 et 3 semaines, seront programmés entre les mois d'août et d'octobre, hors période sensible pour la faune environnante ;

Considérant que le projet est soumis à déclaration au titre des installations, ouvrages, travaux et aménagements soumis à la législation sur l'eau et les milieux aquatiques ; qu'au regard de ses dimensions, il sera soumis à déclaration préalable ou à permis d'aménager au titre des dispositions des articles R.421-23 alinéa f et R.421-19 alinéa k du code de l'urbanisme, selon que les exhaussements et affouillements nécessaires porteront sur une surface au sol supérieure ou non à 2 hectares ;

Considérant que dans le cadre de son dossier de déclaration soumis à la législation sur l'eau et les milieux aquatiques, le porteur de projet devra nécessairement s'attacher à développer la séquence éviter réduire compenser notamment au regard de son impact vis-à-vis de la zone humide dont la surface et les fonctionnalités nécessitent d'être précisées ;

Considérant que le dossier indique que l'alimentation de cette réserve d'eau se fera en période hivernale, à partir des eaux de ruissellement du bassin versant intercepté et complété le cas échéant pour partie par prélèvement dans les cours d'eau à proximité ; que dans le cadre de la procédure à conduire au titre de la loi sur l'eau, le maître d'ouvrage devra expliciter les dispositions prises pour garantir le fonctionnement envisagé ; que devra notamment être confirmée la disponibilité réelle de volumes hivernaux sur le secteur envisagé et le fait que le remplissage se fera bien exclusivement lorsque les conditions de débit du cours d'eau sont remplies (cf module, tel que défini dans le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021).

Considérant que le maître d'ouvrage devra par ailleurs démontrer que son projet respecte la disposition 1E3 du SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021, selon laquelle *"les plans d'eau [doivent être] isolés du réseau hydrographique, y compris des eaux de ruissellement, par un dispositif de contournement garantissant le prélèvement du strict volume nécessaire à leur usage, et qu'en dehors du volume et de la période autorisés pour le prélèvement, toutes les eaux arrivant en amont de l'ouvrage ou à la prise d'eau, à l'exception des eaux de drainage agricole, [doivent être] transmises à l'aval, sans retard et sans altération"* ;

Considérant que le projet est situé en zone de répartition des eaux et que le prélèvement sollicité s'intégrera dans le cadre de l'autorisation unique de prélèvement accordée à l'établissement public du Marais Poitevin (EPMP) en sa qualité d'organisme unique de gestion collective (OUGC) du Marais Poitevin ;

Considérant ainsi qu'au regard des éléments fournis, ce projet, par sa localisation et ses impacts, n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact.

ARRÊTE :

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement au projet de réserve d'eau pour usage d'irrigation agricole au lieu dit « La Monselière » sur la commune de Saint Avaugourd-des-Landes, est dispensé d'étude d'impact.

Article 2 :

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Victor DOUIN et publié sur le site Internet de la DREAL des Pays de la Loire, rubrique connaissance et évaluation puis, évaluation environnementale.

Fait à Nantes, le **09 AVR. 2019**

Le directeur adjoint,



Philippe VIROULAUD

| |
|----------------------------|
| Délais et voies de recours |
|----------------------------|

1- Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes Cedex2
(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après :

2- Décision dispensant le projet d'étude d'impact

Recours gracieux : Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes Cedex2
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique : Monsieur le ministre de la transition écologique et solidaire

Adresse postale : Ministère de la transition écologique et solidaire

92055 Paris-La-défense cedex

(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux : Tribunal administratif compétent

(Formé dans le délai de deux mois à compter de la notification ou publication de la décision ou, en cas de recours gracieux ou hiérarchique, dans un délai de deux mois à compter du rejet de ce recours).

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr

